

LES FONDEMENTS SOCIO-HISTORIQUES DE LA PRODUCTION DU LEADERSHIP POLITIQUE EN LIBYE

Même si je vais parler un peu du passé, mon but est d'essayer de donner des bribes de réponse à des questions actuelles, d'aujourd'hui même. L'une de ces questions est la suivante : comment peut-on expliquer le fait que contrairement à Ben Ali et à Moubarak le pouvoir de Kadhafi n'ait pas encore complètement basculé malgré la révolte presque générale contre son régime, surtout au début, et le nombre de morts ainsi que les grands dégâts qu'ont provoqués les événements récents dans le pays ?

On peut aborder la question de plusieurs manières, en évaluant, par exemple, la façon dont la direction de la révolte gère les événements, ou l'apport qu'apporte aux révoltés l'intervention militaire de la coalition internationale, etc. Pour répondre à cette question observons un moment le régime politique de Kadhafi. Il y a au moins quatre caractéristiques qui le distinguent :

Le fait d'être populiste, ce qui lui permet de parler à tout le monde et au nom de tout le monde.

Le fait d'être anti partisan, ce qui lui permet d'empêcher la concurrence politique, ou du moins de contenir les ambitions des ambitieux en dessous de la barre de la fonction politique suprême.

Le fait de monopoliser, en plus du droit d'usage de la force légitime, de toutes les ressources matérielles permettant à la population de vivre (la rente pétrolière).

Le fait d'avoir à sa tête un « zaïm », un leader, tenant entre ses mains toutes les ficelles du pouvoir, mais n'occupant officiellement aucune fonction politique, c'est à dire que sa production et son maintien dans la place qu'il occupe ne sont prévisibles par aucun système bureaucratique et ne sont pas le fruit d'un système de choix citoyen libre.

Comment ce système a pu se produire et se maintenir dans un contexte mondial où l'on ne parle que de démocratie et de liberté politique ?

Il faut reconnaître tout d'abord que l'absence de liberté et de démocratie dans ce qu'on a longtemps appelé le tiers-monde était presque générale, et que le régime libyen en fait partie. Mais ce qui fait du régime de Kadhafi un cas atypique c'est le fait justement d'avoir monté un régime autoritaire fondé sur une contradiction frappante : être à la fois anti démocratique et capable de transcender presque tous les milieux sociaux. Pour comprendre ce phénomène nous aurons besoin de faire une plongée socio anthropologique dans l'expérience politique historique de la Lybie en matière de production de l'action

collective. En effet, quand on examine l'histoire politique de ce pays – et il y en a peut-être d'autres qui lui ressemblent – on trouve que la forme dominante de la production de l'action politique est la construction de ce que j'appelle le groupement « zaâmatique », c'est à dire le groupement qui se construit autour d'un leader politique sur la base de relations d'allégeance personnelle, elles mêmes fonction d'un système instable quand à ses capacités d'utiliser la force, d'accumuler les ressources et de les redistribuer. Et en Libye précoloniale il y avait trois types de groupements « zaaâmatique » ayant les caractéristiques dont je viens de parler :

Le modèle bédouin guerrier. Ici le leadership est généralement un notable bédouin soutenu par un noyau dur de parents proches, de voisins immédiats et de quelques alliés dominés. Ce type de leadership gagne en général sa réputation et sa force par son esprit et son comportement guerriers, lui permettant d'accumuler les ressources, de négocier sa position par rapport au pouvoir central et de produire l'action collective à l'échelle locale.

Le modèle religieux maraboutique. Ici le groupement politique prend la forme d'une confrérie dont le leadership est un homme saint ayant la baraka de Dieu. Et comme son homologue bédouin, il accumule les ressources et fait usage de la force, seulement il le fait d'une manière pacifique, sauf quand il s'agit de se défendre contre l'extérieur. Aussi il se distingue du premier par le fait que sa position au sein de son groupement politique n'est disputée par aucun rival allié ou autre, alors que le leader bédouin est toujours en guerre pour garder sa position de leader.

Le modèle bureaucratique-militaire urbain. Ici le leader est généralement militaire de carrière, il a le pouvoir central et utilise un noyau bureaucratique-familial qui correspond, d'abord au niveau de développement de la division du travail social dans la ville, ensuite au poids de ses ressources matérielles, venant généralement des impôts, de la guerre contre les rebelles et de la course. Un élément essentiel le distingue des deux autres : par sa position à la tête d'un État central musulman il possède une vision politique plus large, correspondant à celle des imams de la ville selon lesquels le souverain doit assurer les conditions de la survie de la Umma, c'est-à-dire, entre autre, de faire régner la *shari'a* parmi les musulmans sous son autorité, ce qui donne à ce type de leader un sens relativement aigu de l'État.

Dans les trois modèles que je viens de décrire très rapidement, les liens politiques se tissent autour de la parenté, du voisinage, du clientélisme, de l'alliance d'intérêts et de la domination guerrière et/ou symbolique.

Le retour des turques en Libye vers 1835 a affaibli le modèle bédouin, éliminé le modèle militaire bureaucratique, et donné la chance – pour des raisons conjoncturelles – au modèle maraboutique, représenté par la *senoussyya*, de se développer davantage. L'occupation coloniale italienne de la Libye en 1911, a fini par détruire le modèle bédouin et affaiblir le modèle maraboutique.



© Reuters

Pour aller très vite, je pourrais dire que tout ces développements historiques ont produit l'État libyen moderne, et sa modernité réside surtout en ceci : toutes les dynamiques de production du leadership politique autonome ont disparu, et l'élite politique qui détient l'État, dont l'organisation bureaucratique s'est beaucoup améliorée et les moyens techniques et militaires se sont radicalement transformés, s'est constituée en un groupement politique monopolisant à la fois la gestion des ressources matérielles et symboliques du pouvoir et la reproduction de la « zaâma » politique. Ce développement historique a pris deux formes : celle du système monarchique où le leadership est devenu roi dont la position et la fonction politique ne sont à la portée d'aucun concurrent, ce fut l'époque du roi Senoussi ancien chef de la confrérie *senoussyya*, et celle du guide inspirateur de la révolution, en fait du coup d'État, dont la position et la fonction sont aussi en dehors de toute concurrence politique.

Ce que le régime de Kadhafi a hérité de toute cette histoire ce sont les éléments de la production du groupement politique. En effet le groupement politique de Kadhafi, formé par les comités révolutionnaires et les élites des conseils populaires, est fondé sur les liens de la parenté, du voisinage, du clientélisme, de l'alliance d'intérêts et de la violence matérielle et symbolique. Et ce qui a permis à ces liens de continuer d'être fonctionnel c'est la rente pétrolière monopolisée, justement, par le groupement politique de

Kadhafi qui fait de ce dernier son chef unique autant que celui-ci fait de lui le groupement politique unique ayant le droit d'exister.

Si Kadhafi a pu longtemps résister à la pression interne et externe contre son régime, c'est qu'il a réussi à réactiver les liens sociaux classiques sur la base desquels son groupement politique « zaâmatique » est fait, tout en obligeant les révoltés à recourir à la force armée pour tenter d'abattre son régime.

Avec la chute probable du dernier bastion autour de la ville de Syrte et la fin des opérations militaires qui se profilent, se pose la question de la reconstruction économique de la Libye. Ce pays, sans avoir été dévasté a naturellement souffert du récent conflit. Avec ses réserves pétrolières et gazières, il dispose des moyens de sa reconstruction. Cependant cette richesse, concentrée exclusivement sur les hydrocarbures, n'a pas conduit à un véritable développement et à une diversification des secteurs économiques. Il faut donc non seulement reconstruire mais aussi tout simplement construire une économie moderne. Tout cela ne sera possible que si le Conseil National de Transition parvient rapidement à restaurer la stabilité et la sécurité, et c'est dans ce contexte que doit être pensé le rôle de la communauté internationale.

La Libye : un pays désorganisé plutôt que dévasté

Il est encore trop tôt pour faire le bilan des destructions engendrées par l'insurrection menée par le Conseil National de Transition depuis plus de sept mois. Les combats ont relativement épargné la région Est du pays et notamment la ville de Benghazi, ainsi que les villes du centre et du sud. Ce n'est pas le cas de la Tripolitaine et notamment toute la région côtière à l'ouest de Tripoli. Au total, les infrastructures d'exploitation pétrolières et les terminaux d'exportation n'ont pas été trop touchés malgré des combats violents dans certains ports comme Brega.

Les destructions touchent cependant les bâtiments, les infrastructures de transport et de communication. Au delà des aspects matériels, ce dont la Libye souffre, c'est une terrible désorganisation de l'industrie et des services, ce qui rend la situation humanitaire très préoccupante. Il est nécessaire de restaurer d'urgence l'accès au gaz, à l'essence, à l'électricité, afin de remettre en marche les infrastructures sanitaires du pays. À moyen terme, il faut rétablir les réseaux de distribution commerciaux des biens de consommation de première nécessité. On ne peut pas vivre

Et comme la parenté, le voisinage et le clientélisme peuvent être mobilisés par l'argent et l'usage de la force crue, cela lui a permis, contrairement à ce qui a eu lieu en Tunisie et en Egypte, de confiner le débat politique en Libye dans les dédales du discours tribal et régional, sans donner la moindre chance à l'élite intellectuelle, parlant de liberté, de démocratie et de modernité politique, d'influer sur le cours des

événements. Et c'est aussi ce qui explique pourquoi la « révolution » libyenne semble être l'œuvre de groupuscules armés dont il est difficile de prévoir dans l'avenir le comportement politique envers le Conseil de Transition.

Mouldi LAHMAR

Professeur de sociologie politique
à l'Université de Tunis

LIBYE : LE TEMPS DE LA RECONSTRUCTION

longtemps, même en Libye, sans magasins approvisionnés d'autant que l'essentiel des besoins alimentaires est importé.

La Libye un pays riche

La Libye dispose cependant des moyens de sa reconstruction. C'est sa chance. En considérant la richesse annuelle par habitant qui s'élevait à 14000 dollars par tête, ce pays était l'un des plus riches d'Afrique ! Son sous-sol est une véritable mine qui peut lui assurer des ressources pour plusieurs décennies. Aux réserves estimées de pétrole (60 milliards de barils), s'ajoute le gaz dont les réserves ne semblent pas même encore toutes identifiées. Il faudra un ou deux ans pour que la Libye puisse atteindre le niveau de ses exportations de pétrole d'avant le conflit et qui se montait à 1,5 millions de barils par jour, ce qui représente plus de 50 milliards de dollars d'exportation par an. Tout se passe comme si chaque libyen bénéficiait d'une rente annuelle de



© Youssef EL Kalai

10000 euros. Avec l'augmentation tendancielle du prix des hydrocarbures, ces montants pourraient doubler dans les dix ans qui viennent.

À ces ressources mobilisables à moyen terme s'ajoutent les avoirs gelés du régime Kadhafi dans les pays étrangers. S'il est difficile de faire des estimations précises, ces sommes représentent des montants considérables qui pourraient financer une grande partie de la reconstruction. Le CNT estime que 160 milliards de dollars sont répartis dans différents pays dont 30, 20 et 7,2 milliards respectivement aux Etats-Unis, en Grande Bretagne et en Allemagne.

La Suisse détient environ 650 millions de CHF et souhaite remettre rapidement ses actifs, détenus par des entreprises publiques libyennes au CNT.

La Libye : un pays économiquement sous développé

Paradoxalement, malgré sa richesse, la Libye est demeurée une économie sous développée. Si dans les années 70 et 80, le régime Libyen a réussi à jeter les bases d'un état-providence en finançant très largement la construction de logement, d'hôpitaux et d'écoles, cela ne s'est pas traduit par une diversification et une véritable modernisation. À part le pétrole, l'économie Libyenne est restée embryonnaire. Le secteur des services (commerce, transport, télécommunication) est rudimentaire sans parler du tourisme, de la restauration, de l'édition. Les services à la personne étaient essentiellement le fait de travailleurs sous qualifiés venant du Sahel assurant des tâches domestiques. L'exemple le plus frappant est le tourisme alors qu'il est susceptible de représenter un secteur d'exportation très important à l'avenir. Avec moins de 200000 visiteurs par an avant le conflit, la Libye était très en deçà de son potentiel et faisait figure de parent très pauvre face à ses deux voisins, la Tunisie qui accueillait annuellement 7 millions de touristes et l'Égypte qui en accueillait presque deux fois plus. Avec ses 1600 km de côtes, ses sites archéologiques, son désert, la Libye ne manque pourtant pas d'atouts.

Les conditions économiques de la reconstruction

Si la Libye dispose des moyens de financer son développement, encore faut-il que deux conditions économiques soient remplies. Tout d'abord, il faut bien comprendre que les travailleurs étrangers dont le nombre approximatif était de 1,5 à 2 millions de personnes, soit un quart environ de la population, faisaient littéralement tourner la machine économique libyenne. De nombreux cadres d'entreprises venaient de Tunisie et surtout d'Égypte. Des travailleurs en provenance du Sahel assuraient des emplois